

Près de 20 000 à BORDEAUX

pour le RETRAIT du projet "SÉCURITÉ GLOBALE"

*Intervention de Philippe Mano, secrétaire général de l'UD FO 33
Place de la Bourse, samedi 28 novembre 2020*



Chers amis chers camarades

L'Union Départementale de la Gironde FO rappelle plus que jamais son opposition à la poursuite de l'état d'urgence prévue jusqu'au 16 février 2021 par le gouvernement Macron/ Casteix.

FO appelle à ce que soit mis fin à ce régime d'exception au regard de son impact sur les libertés fondamentales et individuelles, y compris les libertés syndicales, comme sur le droit du travail.

Les dispositions de l'état d'urgence autorisent le gouvernement à prendre par ordonnances toute mesure permettant de rétablir la possibilité de déroger, de façon unilatérale de la part des employeurs, en matière de jours de repos, de durée du travail, de repos hebdomadaire, de travail dominical. C'est une véritable aubaine pour multiplier les licenciements et les plans de suppressions d'emplois, pour remettre en cause tous le acquis.

Examinée dans le cadre d'une procédure accélérée, la proposition de loi relative à « la sécurité globale », est un nouveau cap passé dans l'amplification de la mise en place d'un système liberticide.

Plus le gouvernement aggrave la situation sociale, plus il réduit les libertés de s'exprimer et de revendiquer.

Ce texte contient de nombreuses atteintes au droit de la vie privée, à la liberté d'informer, au principe d'égalité, à la liberté de la presse, au droit de manifester. Cela, dans une situation où ces dernières années, la répression gouvernementale s'est largement accentuée contre les gilets jaunes, la jeunesse, les salariés, les militants syndicalistes.



Face à la colère et à la révolte qui montent, la réponse du gouvernement Macron/ Casteix/ Darmanin, c'est toujours plus de répression d'Etat.

La jeunesse est jetée dans la précarité, le baccalauréat dévalorisé. Les professeurs et lycéens menacés de sanction comme au lycée Mauriac à Bordeaux.

Alors même que les universités sont délibérément maintenues fermées, une loi LPPR avec un amendement voté cette semaine permettrait de rompre les franchises universitaires et l'entrée de la police sur les campus, de condamner à des amendes et de la prison les étudiants et le personnel mobilisés dans leur université !



FO rappelle son attachement viscéral aux libertés démocratiques, publiques et syndicales, au droit de grève, de se réunir, de manifester.



**UNION DÉPARTEMENTALE
DES SYNDICATS
cgt-FORCE OUVRIÈRE
DE LA GIRONDE**

Chers amis, chers camarades,

Le ministre de l'intérieur vient d'annoncer au sujet des dernières violences que les coupables seront sanctionnés. Mais c'est le gouvernement qui est responsable.



- Qui a la main pour interdire et réprimer les manifestations, si ce n'est le préfet de police ?
- Qui a décidé les lois d'exception qui rendent les manifestations illégales, si ce n'est ce gouvernement ?
- Qui est à l'origine de la proposition de loi dite de « sécurité globale », si ce n'est ce gouvernement ?

**Pour FO c'est bien ce gouvernement qui est responsable,
c'est lui qui organise la violence d'Etat.**

Alors mes chers amis, mes camarades
Continuons à nous mobiliser
Pour la défense de nos libertés individuelles et collectives
Continuons à nous mobiliser
Pour la défense des droits des salariés
Non à la remise en cause de l'Etat de droit.
Retrait du projet de loi «sécurité globale»,

Unité jusqu'au retrait !



17/19 quai de la Monnaie
33080 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 95 07 50

udfo33@force-ouvriere.fr

<http://33.force-ouvriere.org/>